



Déclaration liminaire du CSAL-FS n°4/2023 du 24/05/2023

Monsieur le Président,

Comme l'Intersyndicale au niveau national, si nous siégeons aujourd'hui, notre présence ne signifie pas pour autant le retour à la normale ou que la page de la colère, des revendications tant sociales que démocratiques est tournée.

Comment cela serait-il possible alors que la mobilisation contre la réforme des retraites, qui n'est toujours pas terminée, a mis en exergue de très nombreux enjeux pour une société plus juste et plus égalitaire ?

En effet, au-delà de l'âge légal du départ à la retraite, tous ceux qui se sont mobilisés depuis le 19 janvier ont mis également en avant les questions des inégalités, de la répartition des richesses, du pouvoir d'achat, des conditions de travail et plus largement de la place et du sens du travail dans nos vies respectives.

À la DGFIP, à la suite de cette mobilisation exceptionnelle où les personnels se sont engagés fortement par tous les moyens, quelles mesures de justice concernant la sécurité et la protection des agents, la rémunération, le déroulé de carrière et les promotions, les conditions de travail et l'évolution de notre administration, seront-elles mises en œuvre ?

Solidaires Finances Publiques est aujourd'hui présent devant vous, non pour cocher les cases d'un dialogue social mais pour porter les revendications des personnels sur les missions et leurs conditions d'exercice, sur les conditions de travail et sur la reconnaissance pécuniaire de l'engagement des personnels.

À la DGFIP, les réformes incessantes, les nombreuses atteintes à nos missions, à nos structures affectent les agents dans leur quotidien de travail. Sans grande surprise, l'observatoire interne de la DGFIP ne fait que le confirmer. Un seul exemple : seulement 26 % des personnels se déclarent optimistes sur leur avenir au sein de leur Direction.

Par ailleurs, les dernières annonces publiques sont loin de nous rassurer. Nous pouvons citer entre autres le plan anti-fraude, l'expérimentation de la semaine des 4 jours à la DGFIP, l'opération "En avoir pour mes impôts", sans oublier la déclaration présidentielle d'une éventuelle baisse d'impôts pour les classes moyennes.

Concernant la campagne déclarative de l'impôt sur le revenu, la situation de nos services est dans un tel état de délabrement que cette déclaration ne fait que confirmer que le politique ne connaît pas la réalité de nos services et que la DG lui transmet une réalité bien tronquée.

Solidaires Finances Publiques vous a alerté à maintes reprises sur la situation des accueils et nous avons fait part à maintes reprises de nos revendications sans être entendus.

Monsieur le Président, nous allons arrêter là nos exemples multiples où le manque de transparence, de visibilité entraîne une défiance de haut niveau de la part des représentantes et représentants des personnels mais surtout de la part de l'ensemble des personnels, du cadre C jusqu'au cadre A plus.